



RAPPORT SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – 2009-2010

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Désastres naturels... vraiment?	3
Forum Justice Mondiale	6
Défense des droits	8
Carte mondiale de la solidarité du SCFP	12
Liens mondiaux	14
Au pays	20
Consolider le Fonds	24
Nos membres changent le monde	25

Le rapport du SCFP sur la solidarité internationale 2009-2010 est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boul. Saint-Laurent, Ottawa (Ontario) K1G 0Z7.

© SCFP 2010. On peut aussi se le procurer sur www.scfp.ca.

Imprimé par une entreprise syndiquée avec des encres végétales sur du papier recyclé sans chlore et contenant 25 % de matières recyclées après consommation, certifié par le Forest Stewardship Council.

sepb491

Photo de la page couverture : Une membre du SME s'adresse à des grévistes de la faim devant le siège de *Luz y Fuerza del Centro*, Mexique.

Texte : Rhonda Spence, avec la collaboration de Kelti Cameron, Colleen McLaughlin, Marian White, Allen Bleich, Barbara Wood et Ricardo Miranda.

Traduction : Louise O'Neill

Révision: Sylvie St-Jean, Marjorie Savoie, Manon Lajoie

Rédactrice : Catherine Louli

Conception : Marnie Thorp

Photos : page couverture, Shelley Gordon; p. 2, Tom Graham; p. 3, Claude Généreux; pp. 5, 6 et 15, Marilyn Mikkelsen; p. 8, Shelley Gordon; p. 11, NOMADESC; p. 14, Dylan Martin Gold; pp. 16 et 17, Rhonda Spence; p. 19, Catherine Louli; p. 20, Sébastien Goulet; p. 21, Dennis Lewycky; p. 23, André 'Pépé' Périard



L'ENGAGEMENT du SCFP

à l'égard de la solidarité internationale n'a jamais été aussi fort. Partout au pays, les membres du syndicat ont écrit des lettres, organisé des rassemblements, accueilli des délégations du monde entier et participé à des conférences sur des enjeux d'actualité comme les changements climatiques, la situation des femmes et le droit à l'égalité pour tous les travailleurs.

Le travail accompli par le SCFP en matière de solidarité internationale s'est matérialisé de multiples façons et dans de nombreux dossiers. Qu'il s'agisse de la dénonciation pressante de l'accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie en sensibilisant les élus aux lacunes de l'entente, ou de l'appui aux défenseurs birman des droits de la personne, les membres du SCFP font front commun avec leurs consœurs et confrères du monde.

En réservant un accueil enthousiaste à nos confrères de l'Alliance of Concerned Teachers-Philippines (ACT) et de la Confederation for Unity, Recognition and Advancement of Government Employees (COURAGE) aux Philippines pendant leur séjour au Canada, ou en collaborant avec le Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU), les membres du SCFP ajoutent leur voix au mouvement en faveur de la justice dans le monde.

La contribution de 100 000 \$ offerte par le SCFP à Oxfam-Québec pour l'aide aux victimes du tremblement de terre en Haïti a été un geste exceptionnel et un exemple de la rapidité de notre réaction avec nos partenaires en temps de crise. Le SCFP s'est de plus engagé à participer à la reconstruction à long terme d'Haïti et à appuyer les efforts déployés par le peuple haïtien pour rebâtir sa société.



Afrique du Sud

2

Nos gestes sont enracinés dans la base de notre syndicat. Nous parlons au nom de nos membres et nous travaillons sans relâche à défendre nos droits en tant que travailleurs et citoyens de la communauté mondiale. Nous mettons notre gouvernement et les autres pays du G8 au défi de respecter leurs engagements internationaux. En particulier, le SCFP croit que les pays riches doivent s'attaquer à la crise du sida et nous avons mené une campagne à cet effet au début du printemps. La collaboration avec les syndicats africains a été une expérience enrichissante et nous la poursuivrons au cours des semaines et des mois à venir.

L'une des façons de promouvoir nos solutions et de changer les choses à long terme est de contribuer à notre Fonds justice mondiale. Cette année, nous demandons aux sections locales du SCFP

de participer à nos efforts de solidarité. Un petit don mensuel au Fonds justice mondiale est le moyen le plus facile de contribuer et de permettre au SCFP de poursuivre sa lutte pour la justice dans le monde. Nous remercions tous les membres qui ont déjà donné et nous espérons que beaucoup d'autres en feront autant cette année.

Paul Moist
Le président national

Claude Généreux
Le secrétaire-trésorier national



Manifestation du 1er mai, les membres du syndicat municipal de Port-au-Prince, Haïti.

DÉSASTRES NATURELS... VRAIMENT?

Le tremblement de terre qui a frappé Haïti au début de l'année est l'exemple le plus saisissant du rôle joué par l'extrême pauvreté, une infrastructure inférieure et la dégradation de l'environnement dans l'intensification d'un désastre naturel. Parce qu'il est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, Haïti a été incapable de réagir aux conséquences du séisme.

Le plan de reconstruction d'Haïti doit d'abord respecter l'autodétermination du peuple haïtien. Il doit viser à rebâtir une infrastructure, tant physique que sociale, qui favorisera la démocratie et l'indépendance. Il faut des services publics contrôlés par le peuple, une stratégie de création d'emplois qui intègre la dignité et le traitement équitable des travailleurs et un plan général de durabilité environnementale. Sans cet engagement, les Haïtiens continueront à vivre dans la pauvreté et à être vulnérables aux effets

croissants des changements climatiques.

Le SCFP collabore avec la Confédération des travailleurs des secteurs public et privé (CTSP), affiliée à l'Internationale des services publics (ISP), pour offrir solidarité et soutien. Au début de mai, le secrétaire-trésorier Claude Généreux s'est rendu en Haïti comme membre d'une délégation de l'ISP. La délégation a travaillé avec le CTSP à l'élaboration d'un plan pour reconstruire le bureau du syndicat, aider à instruire les enfants orphelins des membres et fournir des abris aux membres qui n'ont plus de toit.

Les pays pauvres souffriront davantage des changements climatiques. Nous devons nous efforcer de réduire les émissions de gaz à effet de serre et aussi, de toute urgence, fournir des ressources qui permettront aux pays pauvres de s'adapter. Nous devons mettre en œuvre une approche coordonnée pour éradiquer l'injustice économique

et sociale et poursuivre notre travail pour la défense de l'environnement et contre les changements climatiques.

Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, 2009 (COP15)

Le SCFP a envoyé un groupe solide à la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques au Danemark, en décembre 2009. Dirigée par le secrétaire-trésorier national Claude Généreux, la délégation comprenait les membres du Comité national sur l'environnement Robert Coelho (section locale 3904) et Carolyn Unsworth (Syndicat des employés d'hôpitaux de la C.-B.), Charles Fleury (membre du Conseil exécutif national) et les membres du personnel national du SCFP Pam Beattie et Matthew Firth. En outre, trois autres membres du SCFP étaient aussi présents ayant été délégués par leur organisation : Nathalie Stringer (Composante Air Transat), Peter Falconer (section locale 1000) et le conseiller syndical Dave Shier.

L'objectif de la COP15 était de conclure un accord contraignant sur les changements climatiques en remplacement du Protocole de Kyoto, qui arrive à échéance en 2012. Hélas, les négociations ont pris fin sur un échec, pour lequel le Canada doit porter sa part de responsabilité.

Notre délégation, avec beaucoup d'autres Canadiens, s'est efforcée de montrer au monde que les gestes posés par notre gouvernement ne reflétaient pas la pensée de la majorité des citoyens du pays. Les changements climatiques sont l'enjeu le plus important du Comité national sur l'environnement du SCFP depuis de nombreuses années. Ses militants consacrent

donc beaucoup de temps et d'efforts à sensibiliser les membres du SCFP à l'importance de la participation des syndicalistes.

À la conférence, notre délégation a suivi les négociations, en accordant une attention particulière au travail des négociateurs canadiens. Nous avons créé des liens avec des syndicalistes du monde entier et échangé avec eux sur les effets des changements climatiques sur leur travail et les solutions mises en œuvre par les travailleurs. Au cœur d'une délégation syndicale de 400 membres dirigée par la Confédération syndicale internationale (CSI), le SCFP a aidé à transmettre un message important aux dirigeants mondiaux et aux médias internationaux : les changements climatiques sont un enjeu syndical et, ensemble, nous exigeons que des mesures soient prises.

Sommet bleu

En novembre 2009, le SCFP a célébré, avec le Conseil des Canadiens, dix années de promotion de l'eau publique en organisant le Sommet bleu. Les membres du SCFP et leurs partenaires communautaires se sont rassemblés pour renouveler et développer la campagne pour des services publics d'eaux potables et usées. Apprenant de nos victoires et de nos défis, nous avons examiné avec attention l'état de l'eau publique au Canada et discuté de nos objectifs pour les dix prochaines années.

L'un des faits saillants du Sommet a été le compte-rendu des campagnes entreprises ailleurs dans le monde et de ce qui peut s'appliquer au Canada afin d'apprendre et d'aider les autres. Nous avons écouté Veronica Ngwerume, du Zimbabwe, nous parler des luttes que mènent les femmes pour avoir accès à l'eau et de l'importance de



Al Hassan Adam au Sommet bleu, Ottawa.

cette ressource dans les problèmes de santé comme le sida.

Al Hassan Adam, du Ghana, a touché les participants en décrivant la lutte contre la privatisation de l'eau dans son pays.

Beaucoup de membres du SCFP ont entendu parler pour la première fois des partenariats public-public et nous avons eu le privilège de faire animer la discussion par Emanuele Lobina, de l'Unité de recherche de l'Internationale des services publics (PSIRU) au Royaume-Uni, et par Martin Pigeon, chercheur et militant au sein du réseau Reclaiming Public Water (Reprendre le contrôle de l'eau publique), à Bruxelles. Les deux confrères ont proposé des solutions de rechange crédibles à la privatisation.

Sida

En appui à la campagne menée par des syndicats africains, le SCFP a pris l'initiative, au Canada, de demander aux pays du G8

de respecter les engagements qu'ils avaient pris en matière de lutte au sida. En prévision du Sommet des pays du G8 en juin, l'organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale (CSI) a amorcé une campagne de lobbying auprès du pays hôte du Sommet du G8, le Canada, afin d'attirer l'attention du monde sur les engagements pris par ces pays pour assurer un accès universel aux services relatifs au sida avant 2010.

Le SCFP, de concert avec le Congrès du travail du Canada (CTC), a entrepris une grande campagne électronique pour appuyer l'accès universel aux services relatifs au sida. Nous voulions inciter le plus grand nombre possible de membres du syndicat et du public à faire savoir au gouvernement canadien qu'ils appuient vigoureusement l'accès universel à ces services.



Mariano José Guerra au congrès national du SCFP à Montréal.

FORUM JUSTICE MONDIALE

Les personnes déléguées au 24^e congrès national du SCFP à Montréal ont eu droit à une soirée animée, avec des conférenciers du monde entier, au Forum justice mondiale.

Entre autres, Mariano José Guerra leur a parlé des luttes menées en Colombie. M. Guerra est membre du FENALTRASE (Fédération nationale des travailleuses et travailleurs du secteur public), basé à Medellin, Antioquia, en Colombie.

Le confrère Guerra a été procureur avant d'agir à titre d'avocat pour les victimes de violence, dont les personnes touchées par les mines, les déplacements forcés et les assassinats extrajudiciaires. Il a représenté des groupes de la société civile colombienne à des rencontres de la Campagne internationale pour interdire

les mines et a été candidat du Polo democrático alternativo, une coalition de partis d'opposition. Parce qu'il a travaillé avec le mouvement syndical et comme procureur dans des causes impliquant des paramilitaires et des militaires, le confrère Guerra a reçu de nombreuses menaces de mort et il doit s'entourer de mesures de sécurité pour se protéger.

FENALTRASE est une fédération de travailleurs publics qui regroupe plus de 80 pour cent des syndicats du secteur public de Colombie et compte un effectif de 150 000 membres. Il inclut des organisations nationales, provinciales et municipales formées de travailleurs des secteurs de la santé, de la justice, de la fonction publique, de divers ministères, des transports, de l'agriculture, de l'éducation et des registres nationaux.

Saw Kwehsay, coordonnateur de l'information et des campagnes en Thaïlande de la Peace Way Foundation– Birmanie, a aussi pris la parole. Le confrère Kwehsay est né dans un petit village birman détruit par l'armée en 1976. Il a commencé à recueillir de l'information sur les droits de la personne dans la région de son village et à offrir une formation de base en droits de la personne aux villageois.

La Peace Way Foundation défend la justice et la paix et réclame le respect des droits de la personne. Le SCFP appuie le travail de Saw Kwehsay grâce à un projet du Fonds justice mondiale entrepris avec la section locale 2440 du SCFP, dont les membres travaillent pour CUSO-VSO.

Les délégués ont aussi pu entendre Nomvula Julie Hadi, vice-présidente récemment élue du Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU).

La camarade Hadi vit dans la ville industrielle de Port Elizabeth. Elle est déléguée syndicale du SAMWU depuis 1997 et a été commise principale à la municipalité Nelson Mandela.

Avant de se joindre à la municipalité, elle travaillait dans l'industrie de l'automobile et a été, pendant de nombreuses années, déléguée syndicale du syndicat des métallurgistes au Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU). Elle a milité toute sa vie. À 17 ans, elle a commencé à jouer un rôle actif dans la ligue jeunesse du Congrès national africain (ANC), alors interdit, et s'est plus tard jointe à la ligue des femmes de l'ANC.

Elle tient passionnément à cimenter des liens entre le syndicat et les mouvements sociaux et communautaires et a courageusement défendu l'égalité hommes-femmes. Les Sud-Africains jouissent de la liberté politique depuis 15 ans (depuis l'indépendance en 1994), mais ils n'ont pas de liberté économique. Bien que le nouveau président d'Afrique du Sud ait amorcé un dialogue avec les syndicats, l'écart entre pauvres et riches continue de se creuser.

À la fin de la semaine, la consœur Berenice Ceylata, militante colombienne, a livré un discours enflammé. Son organisation, l'Association pour la recherche et l'action sociales (NOMADESC), est partenaire du SCFP par l'entremise du SCFP-C.-B. et du Fonds justice mondiale. La consœur Ceylata travaille sans relâche à la promotion des droits de la personne en Colombie et NOMADESC est aux premières lignes de nombreuses luttes avec les organisations syndicales, autochtones et afro-colombiennes.



Les membres du Syndicat des travailleurs mexicains de l'électricité manifestent contre la corruption.

DÉFENSE DES DROITS

Iran

En juin 2009, le SCFP a participé à une manifestation devant l'ambassade iranienne à Ottawa pour appuyer l'appel de la Confédération syndicale internationale (CSI) en faveur d'une journée mondiale de solidarité avec les travailleurs iraniens. Le moyen d'action faisait écho aux immenses vagues de protestation organisées en Iran dans la foulée des élections présidentielles. Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), le Syndicat des travailleurs canadiens de l'auto (TCA), le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) du Canada, le Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP) et la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) ont envoyé une lettre conjointe dénonçant la répression et

l'emprisonnement de militants syndicaux. De nombreux membres du SCFP qui ont de la famille et des amis en Iran travaillent sans relâche en faveur de la justice. L'un d'eux est le confrère Farid C. Partovi, de la section locale 4772 du SCFP, qui s'efforce de tenir les membres du SCFP au courant de la situation des travailleurs dans ce pays. info@workers-iran.org

Coup d'État au Honduras

Le SCFP a été horrifié par le coup d'État au Honduras en juin dernier et a immédiatement réagi. Nous avons écrit au premier ministre pour lui demander que le Canada utilise son influence et insiste pour que le président soit réintégré. Presque tous les pays de l'hémisphère ont condamné le coup et imposé des sanctions, mais la réponse du Canada est restée faible. En effet, le gouvernement n'a pas demandé explicitement



Les personnes déléguées du SCFP Stuart Ryan, Joe MacDonald, Rebecca Warden et Kelti Cameron aux Philippines.

la réintégration du président Zelaya, ni interrompu l'aide gouvernementale. Le SCFP a appuyé deux missions au Honduras, l'une pour documenter les violations des droits de la personne et l'autre pour observer les élections avec Rights Action. Tyler Shipley, membre de la section locale 3903 du SCFP, a participé à la mission d'observation électorale. Quant à Steve Stewart, membre de la section locale 1004 du SCFP, il a dirigé une autre délégation de solidarité en septembre et a rencontré l'organisation des femmes CODEMUH, partenaire du SCFP dans le projet. Après avoir documenté les arrestations, le harcèlement et le tabassage des opposants au coup d'État, le confrère Stewart a été détenu par les forces spéciales honduriennes. Un citoyen hondurien présent au quartier général de la police a réussi à sortir en douce les noms et les nationalités des détenus et à communiquer avec un avocat travaillant pour le mouvement de résistance hondurienne. L'intervention opportune de l'avocat a

permis d'empêcher le transfert de Steve Stewart à la base militaire. Le SCFP continue de suivre la situation au Honduras grâce à sa collaboration avec le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) du Centre canadien pour la co-opération internationale (CCCI).

Défenseurs des droits de la personne, Birmanie

Le projet amorcé par la section locale 2440 du SCFP en est maintenant à sa deuxième année. L'an dernier, avec l'appui du SCFP, plusieurs réunions de formation et de réseautage ont permis de regrouper des défenseurs des droits de la personne, membres de 18 organisations, pour leur permettre d'échanger de l'information et des pratiques efficaces. Des formations ont aussi été offertes sur le fonctionnement de la Cour criminelle internationale et sur les droits de la personne et l'égalité hommes-femmes.

Le cas d'Abousfian Abdelrazik

Abousfian Abdelrazik pourrait encore être à l'ambassade canadienne du Soudan n'eût été des efforts déployés par des milliers de Canadiens, dont de nombreux membres du SCFP. Le SCFP national s'est joint à la campagne en écrivant au ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, pour protester contre le refus du Canada de rapatrier M. Abdelrazik même si le gouvernement canadien avait déclaré qu'il en avait le droit. Heureusement, M. Abdelrazik a finalement pu retrouver sa famille à Montréal.

LabourStart

Les membres et le personnel du SCFP participent régulièrement aux campagnes mondiales électroniques de LabourStart en appui aux droits syndicaux. Des milliers de messages d'appui et de protestation ont été envoyés en 2009 sur des dossiers aussi divers que les délégués sud-africains congédiés pour avoir incité des travailleurs à refuser de faire un travail dangereux, ou la leader syndicale du secteur public turc Seher Tümer, qui amorce sa deuxième année en prison et qui attend toujours son procès pour activités syndicales. Vous pouvez ajouter votre voix en cliquant sur www.labourstart.org

L'accord de libre-échange avec la Colombie et la mission d'observation électorale

Depuis plus d'un an le SCFP, de concert avec d'autres syndicats, groupes de citoyens et parlementaires alliés, empêche les conservateurs de Stephen Harper de mettre en œuvre l'accord de libre-échange avec la Colombie. Mais, de retour de sa prorogation, le gouvernement vient de

ramener le projet de loi sur la table. Nous continuons d'exiger une évaluation indépendante de la situation des droits de la personne avant la signature de tout accord de commerce. Les membres du SCFP ont écrit des lettres, signé des courriels et des pétitions et participé à des activités d'un bout à l'autre du pays pour s'opposer à l'accord de commerce. Des Colombiens sont même venus témoigner devant le comité parlementaire du commerce et nous avons aidé à diffuser des rapports faisant état de violations des droits de la personne et d'assassinats de syndicalistes, sans parler des autochtones forcés de quitter leurs terres.

Le dernier moyen d'action organisé par le SCFP a été la participation à une mission internationale d'observation préélectorale. Barbara Wood, membre de la section locale 1004 du SCFP, a dirigé l'un des groupes de la mission. Elle était accompagnée de Ricardo Miranda, de la section locale 4095 du SCFP. Dans la province de Cordoba, ils ont entendu des témoignages qui leur ont donné des frissons. En effet, en 2009/2010, il y a eu 569 assassinats sélectifs, le nombre le plus élevé jamais enregistré. Les victimes étaient surtout des élus locaux et des leaders communautaires, autochtones et syndicaux. Un large éventail de personnes ont confirmé aux observateurs que les assassinats avaient été perpétrés par des paramilitaires, même si le gouvernement colombien affirme que les forces paramilitaires ont été démobilisées.

La mission d'observation avait été organisée avec la Misión de Observación Electoral (MOE), une organisation colombienne, et comprenait 22 observateurs des États-Unis, de l'Union européenne, du Mexique, du Panama et de l'Australie.



José Goyes, Colombie

Peu importe le dénouement dans le dossier de l'accord de commerce, le SCFP poursuivra son travail de solidarité en faveur de la justice et de la paix avec ses consœurs et confrères de Colombie.

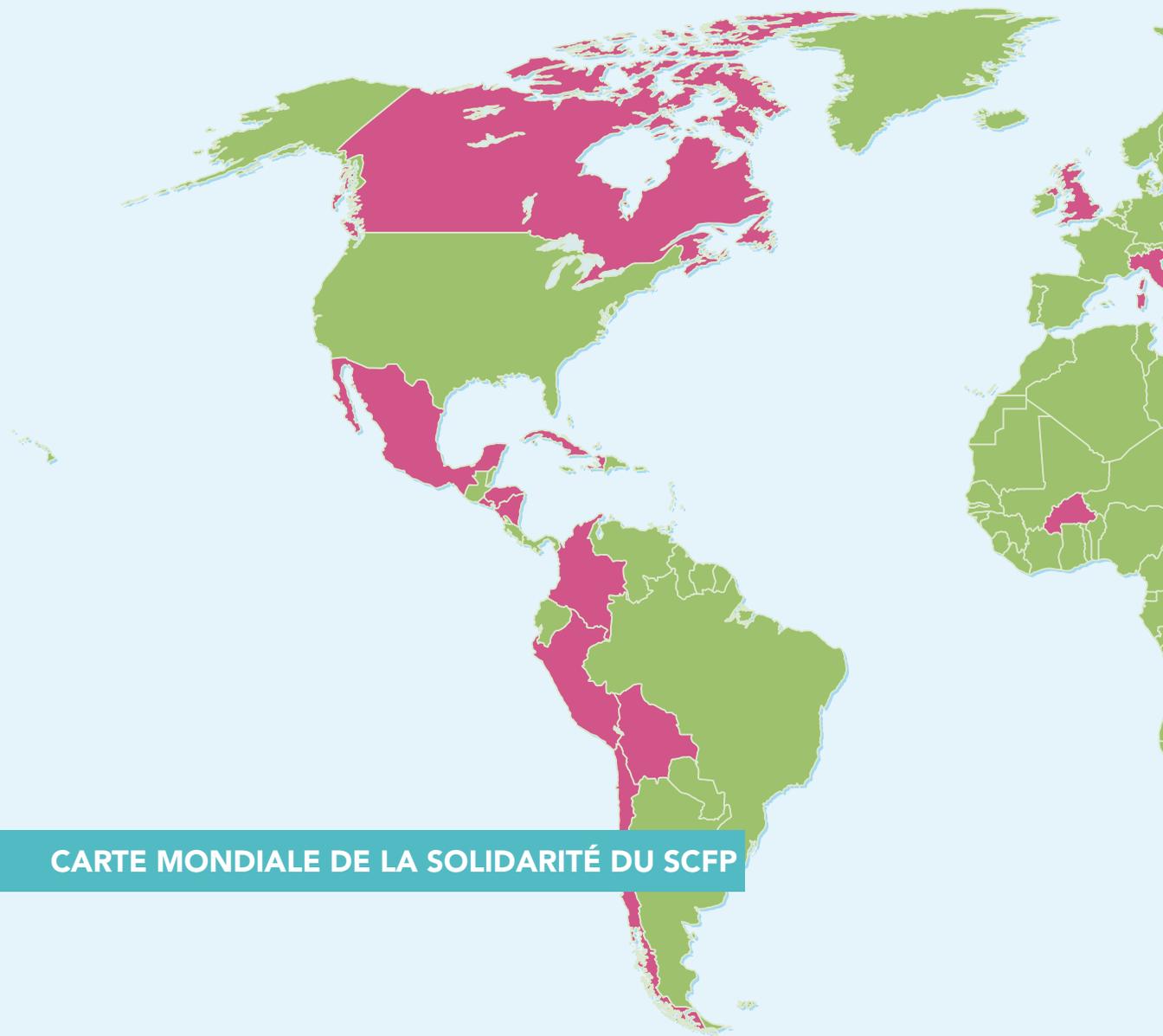
Syndicat des travailleurs mexicains de l'électricité (SME)

Au Mexique, sous la direction du président Calderón, la répression et la violence exercées contre les travailleurs et leurs syndicats s'intensifient. L'exemple le plus frappant a sans doute été le congédiement de 44 000 travailleurs de l'électricité de la société centrale d'éclairage et d'énergie (Luz y Fuerza) parce qu'ils s'opposaient à la privatisation du réseau d'électricité. En octobre 2009, le gouvernement a liquidé la société et rejeté toute forme de négociation avec le Syndicat des travailleurs mexicains de l'électricité (SME). Des manifestations à grande échelle organisées à Mexico et l'appui international ont mené

à certaines améliorations pour les travailleurs licenciés.

La consœur Shelly Gordon, conseillère à la recherche spécialisée dans le secteur de l'énergie, a fait partie d'une délégation de syndicats qui s'est rendue au Mexique. Les délégués ont rencontré les représentants des ambassades canadienne et américaine pour leur faire part du point de vue syndical et les avertir que les syndicats des trois pays s'opposent aux accords de commerce avec le Mexique tant que le pays continuera à violer ses propres lois du travail et droits de la personne.

La délégation syndicale du Canada et des États-Unis a été très impressionnée et encouragée par l'organisation, la solidarité et la force des membres du SME. Le SCFP a offert une aide financière au syndicat et maintiendra son appui par l'entremise du groupe de travail du secteur trinational de l'énergie.



CARTE MONDIALE DE LA SOLIDARITÉ DU SCFP

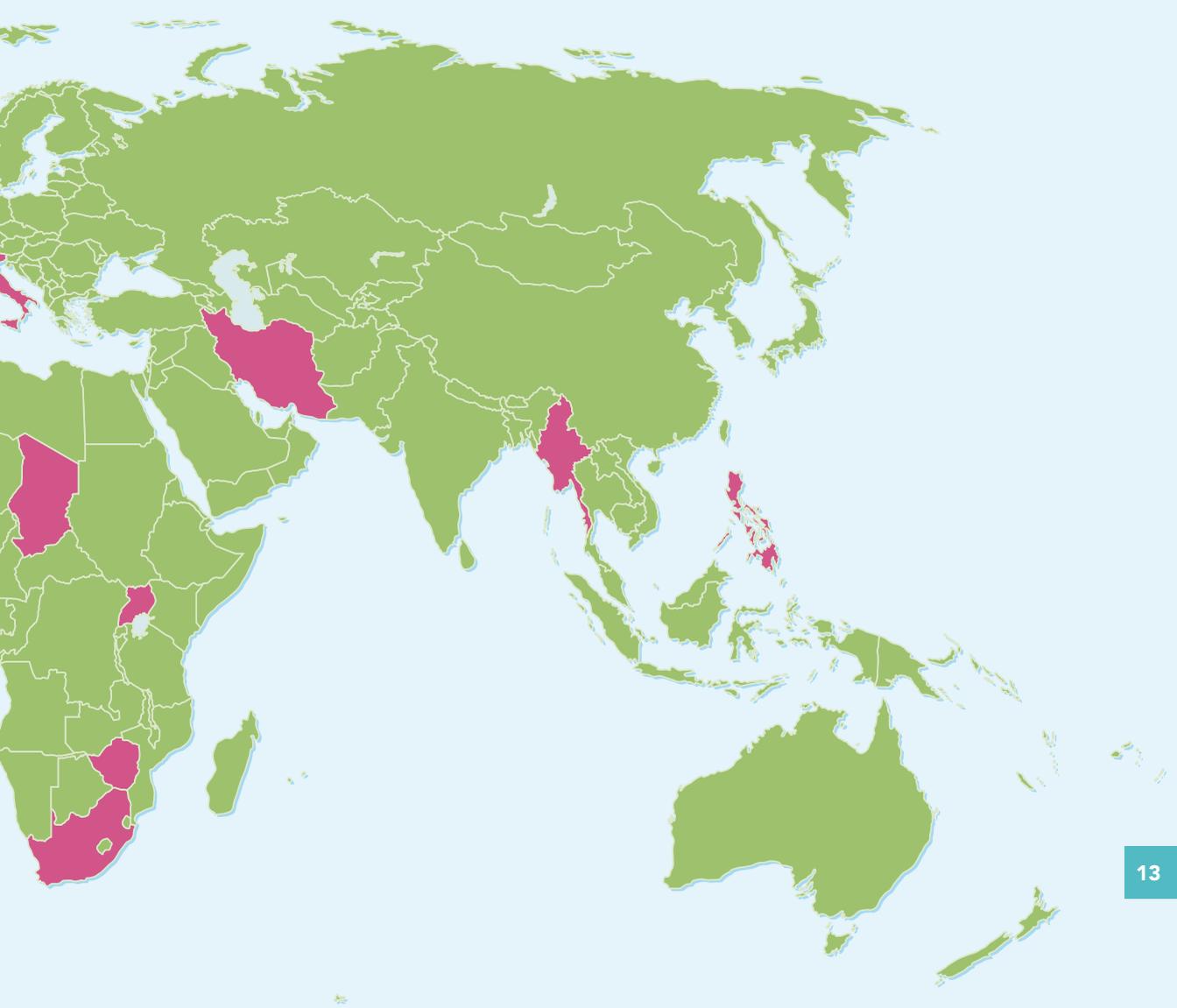
Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes

- Réseau de solidarité avec l'Amérique latine, projet vidéo, Honduras
- Observation des élections au Honduras avec Rights Action
- CODEMUH (Collectif des femmes honduriennes), projet de justice mondiale, Honduras
- MEC (Mouvement Maria Elena des travailleuses et des chômeuses), projet de justice mondiale, Nicaragua
- FENASTRAS (Fédération nationale des syndicats des travailleuses et travailleurs salvadoriens), commémorant le 20^e anniversaire de l'attaque et de l'assassinat de travailleurs au Salvador
- Pérou – accord de libre-échange avec le Canada, lettre de protestation
- Bolivie, projet vidéo sur le référendum sur la constitution
- Cuba, SNTAP (Syndicat national des travailleuses et travailleurs du secteur public), projet justice mondiale

- Chili fonds pour le tremblement de terre
- Consultation sur l'eau en Bolivie, Cochabamba
- Aide pour Haïti, avec le CTSP et l'ISP
- Colombie, campagne contre le libre-échange et mission d'observation préélectorale
- NOMADESC (Association pour la recherche et l'action sociales), projet justice mondiale, Colombie
- Bolivie – conférence mondiale sur les changements climatiques

Amérique du Nord

- Égalité hommes-femmes et développement international, Victoria International Development Education Association (VIDEA), Victoria
- Global Education Initiative, Universités de Toronto, York, Ryerson
- Plus que touristes : apporter des médicaments et de l'aide médicale à Cuba et à d'autres pays en développement
- Dîner César E. Chávez – Black Eagle, Toronto



- Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC)
- Réseau de solidarité avec les maquilas
- Common Frontiers
- Conseil canadien pour la coopération internationale
- Soutien au Syndicat des travailleurs mexicains de l'électricité (SME)

Afrique

- Congrès du Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU), novembre 2009
- Projet Justice mondiale avec le Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU)
- Internationale des Services Publics (ISP), appel en faveur des syndicats du secteur public du Zimbabwe
- Amnistie internationale, campagne pour la sécurité des personnes déplacées du Tchad oriental, juillet 2009
- Burkina Faso

- Planter une graine pour le Zimbabwe
- Africains unis contre le sida, dîner de financement pour Pride Uganda Alliance International (PUAI)
- Organisation nationale des syndicats (NOTU), Ouganda, projet Justice mondiale appuyé par la section locale 859 du SCFP

Europe

- Fonds pour le tremblement de terre d'Abruzzo
- Soutien au Centre international pour les droits syndicaux (ICTUR)

Asie

- Projet Birmanie, Peace Way Foundation
- Droits de la personne en Iran
- Message de solidarité, Alliance of Progressive Labour (APL), Philippines, congrès de janvier 2010
- Section locale 4600 du SCFP, échange de solidarité, ACT et COURAGE, Philippines, projet Justice mondiale
- Observation des élections, mai 2010, Philippines



La députée fédérale Libby Davies avec Peter De Groot du SCFP et Victor Elkins délégué du SEH-C.-B. et du CTC.

LIENS MONDIAUX

Deuxième World Outgames, conférence L'amour de la liberté—la liberté d'aimer

COPENHAGUE, DANEMARK DU 25 AU 29 JUILLET 2009 En plus des activités sportives, les Outgames offraient un programme culturel et une conférence sur les droits de la personne. Le but de la conférence était de réaffirmer et de défendre le droit fondamental de chaque personne lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre (LGBT) du monde à participer pleinement, également et ouvertement à tous les aspects de la vie sans crainte de discrimination ou de criminalisation.

La délégation était formée de Line Blackburn, section locale 1983 du SCFP, Québec; Peter De Groot, section locale 391 du SCFP, Colombie-Britannique; et Joanne Martin et Michael Butler,

membres du personnel du SCFP. Des délégués de 85 pays étaient présents, même de pays où l'homosexualité est encore considérée comme un crime.

Des militants du monde entier ont présenté des témoignages émouvants. Certains ont relaté leurs victoires et d'autres ont parlé de courage devant l'oppression. La conférence a pris fin sur le lancement du « Catalogue de Copenhague des bonnes pratiques », qui proposait des exemples concrets de moyens à prendre pour faire progresser les droits des communautés LGBT.

Conférence de la CSI sur les femmes et le travail

BRUXELLES, BELGIQUE, DU 19 AU 21 OCTOBRE 2009 La consœur Maureen Morrison, directrice du Service de



Veronica Ngwerume, du Zimbabwe au Sommet bleu, Ottawa.

l'égalité du SCFP, a assisté à la toute première conférence des femmes de la Confédération syndicale internationale (CSI). Plus de 450 déléguées de 100 pays se sont réunies sous le thème « Un travail décent, une vie décente pour les femmes : Les syndicats se placent à l'avant-garde pour la justice économique et sociale et l'égalité ». Les femmes ont abordé des enjeux comme la syndicalisation des travailleuses domestiques et les femmes travaillant dans des économies informelles, des dossiers relatifs à l'égalité comme les salaires, les régimes de retraite, les congés de maternité, le harcèlement et la violence, et les moyens à prendre pour permettre aux syndicats de suivre les progrès de l'égalité hommes-femmes au travail. On a aussi discuté des changements climatiques et de leurs effets sur les femmes, ainsi que de la campagne en faveur des services publics comme outils d'égalisation entre les femmes et les hommes.

Commission de l'ONU sur la condition des femmes (UNCSW)

NEW YORK, É.-U., DU 1^{ER} AU 12 MARS 2010
Maureen Morrison, directrice du Service de l'égalité, faisait partie de la délégation du Conseil de travail du Canada (CTC) qui s'est jointe à 50 autres syndicalistes affiliées à l'Internationale des Services Publics (ISP), à la Confédération syndicale internationale (CSI) et à l'Internationale de l'éducation (IE).

Le thème de la session de cette année était « Beijing+15 », un bilan du chemin parcouru par les femmes 15 ans après la rencontre historique de 1995 qui avait donné lieu à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing. Les États membres ont été invités à rendre compte des progrès réalisés dans leurs pays et le gouvernement canadien a présenté une image plutôt rose des femmes du Canada. Le CTC et l'Alliance féministe pour l'action



Bela Bela, Afrique du Sud

internationale (AFAI) ont compilé un rapport intitulé « Confrontation avec la réalité » qui montrait que la lutte pour l'égalité des femmes avait plutôt piétiné ou régressé sous le gouvernement Harper.

Les membres de la délégation du CTC ont rencontré la ministre d'État pour la condition de la femme, Helena Guergis, afin de lui faire part de leurs préoccupations – absence d'un programme universel de services de garde à l'enfance, attaque contre l'équité salariale, retrait du financement aux groupes de défense des droits des femmes et abandon du registre des armes à feu.

Il est essentiel que le SCFP participe à des activités internationales comme celles-ci, car elles offrent une excellente occasion d'obliger le gouvernement à rendre des comptes de manière très publique.

Comité national sur la santé – Tournées pancanadiennes

L'année dernière, le Comité national sur la santé a organisé deux grandes tournées nationales pour faire connaître les points de vue d'experts internationaux. Les activités, qui ont attiré de nombreux participants, ont offert une information précieuse aux travailleurs de la santé du SCFP et à l'ensemble de la communauté des soins de santé.

Les invités ont parlé des répercussions de la privatisation sur les soins de santé et sur les travailleurs de la santé dans leurs pays respectifs. Steve Davies, du Royaume-Uni, a fait part de ses recherches sur l'augmentation des infections acquises en milieu de soins de santé après la privatisation et la sous-traitance des services de nettoyage. Il s'est aussi montré optimiste car, selon lui, les services de nettoyage commencent à revenir au secteur public



Afrique du Sud

dans le pays de Galles et en Écosse. Toby Edelman, des États-Unis, a mis en garde contre la commercialisation des soins de longue durée aux États-Unis et ses répercussions sur la santé et sur les travailleurs de la santé.

Commerce : « Buy America » et libre-échange avec l'Union européenne

L'accord « Buy America » a été signé et mis en œuvre par le gouvernement Harper le 16 février 2010, pendant la prorogation du Parlement. Le Canada a considérablement ouvert ses marchés publics pour avoir accès, en échange, à moins de deux pour cent des mesures globales de redressement économique instaurées par les Américains. En outre, les conséquences de cet accord pour les emplois et les collectivités du Canada n'ont pas été évaluées.

Mais la possibilité d'un accord de libre-échange avec l'Union européenne (UE) est encore plus troublante. Au moment de rédiger ces lignes, l'Europe a invité le Canada à ouvrir l'accès aux services publics de ses trois ordres de gouvernements. Sur la table, on retrouve les services postaux, les sociétés d'État provinciales et les services municipaux d'eaux potables et usées. Les recherches du SCFP montrent que l'accord de commerce avec l'UE apporterait des bienfaits minimes au Canada tout en accordant aux multinationales européennes un gigantesque avantage. Nous travaillons avec nos alliés du Trade Justice Network à empêcher la signature de cet accord et la vente à rabais des actifs publics du Canada.



Les personnes déléguées du SCFP visitent une école où l'ACT est représenté, Philippines.

Congrès du Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud

BELA BELA, AFRIQUE DU SUD, DU 3 AU 6 NOVEMBRE 2009 Le 9^e congrès du Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU) a eu lieu dans la province de Limpopo, au nord-est de Johannesburg. Paul Moist, président national du SCFP, Tom Graham, vice-président général, et Gisèle Dupuis, adjointe exécutive du président national, ainsi que Rhonda Spence, agente internationale, ont assisté à la rencontre.

Le SAMWU s'attaque à la corruption dans les administrations municipales, appuie les citoyens dans des communautés où il n'y a toujours ni eau potable, ni services d'assainissement, ni électricité.

Le confrère Moist a participé à un groupe d'experts internationaux dont le sujet

de discussion était « La crise mondiale économique : élaborer une réponse des travailleurs ».

Le SAMWU joue toujours un rôle très important dans l'édification du mouvement syndical en Afrique australe en offrant soutien et solidarité à nos confrères et collègues du Zimbabwe, du Swaziland et du Mozambique.

Philippines – Échange de solidarité entre travailleurs

Après le succès de la tournée des leaders syndicaux de l'Alliance of Concerned Teachers (ACT) et de la Confederation for Unity, Recognition and Advancement of Government Employees (COURAGE), la section locale 4600 du SCFP et son partenaire communautaire, le Comité ontarien pour les droits de la personne aux Philippines (OCHRP), ont organisé un séjour d'échange aux



Indah Budiarti, membre du personnel de l'ISP au bureau national du SCFP.

Philippines en janvier 2010.

Rebecca Warden, Joe MacDonald, Priscillia Lefebvre et Natalie Phillips, de la section locale 4600, Ilian Burbano de la section locale 3393 et Serge Landry de la section locale 2079, ainsi que Kelti Cameron, du personnel national, formaient la délégation du SCFP. Les membres ont rencontré des travailleurs et des agriculteurs, des étudiants et des enseignants, des militants syndicaux et communautaires et des défenseurs des droits de la personne, qui tous luttent contre la privatisation, la répression politique et la violence. Nos membres se sont rendus aux piquets de grève, dans les écoles, dans les plantations de cannes à sucre, dans les bureaux du gouvernement et dans les zones franches industrielles (ZFI). Depuis 2001, plus de 1 000 militants ont été tués et le harcèlement et la violence sont la norme pour les travailleurs qui défendent les droits syndicaux.

Membre du personnel de l'Internationale des Services Publics (ISP) au SCFP

Au printemps, le SCFP a accueilli la consœur Indah Budiarti, organisatrice et éducatrice à l'ISP en Asie. Indah termine sa maîtrise à l'Université ouvrière mondiale du travail, en Allemagne. La défense des services publics et la lutte contre la privatisation font partie des raisons pour lesquelles la consœur Budiarti tenait à passer un peu de temps au SCFP. Au cours de son stage de six semaines, Indah a participé à des auditions de griefs, à des négociations, à des cours et à des campagnes.

Dans d'autres nouvelles de la ISP, le SCFP a remis 10 000 \$ à l'Internationale des Services Publics pour l'aide aux victimes du tremblement de terre qui a frappé le Chili.



Ottawa

AU PAYS

Colombie-Britannique

Le confrère Dukens Raphaël, secrétaire général de la CTSP (Confédération des travailleurs des secteurs public et privé), affiliée de l'ISP, a pris la parole au congrès de la division de la Colombie-Britannique, en avril. Il a présenté aux membres du SCFP un compte-rendu de la situation après le tremblement de terre qui a dévasté Haïti. Le SCFP-C.-B. et de nombreuses sections locales avaient déjà donné à Oxfam pour l'aide aux victimes du séisme. Après le discours du confrère Raphaël, le SCFP-C.-B. a contribué 10 000 \$ à son syndicat, et le SCFP national a apparié la contribution. Par l'entremise de la Fondation Stephen-Lewis, le SCFP-C.-B. a présenté son don annuel aux « Go Go Grannies » et, cette année, la division a appuyé « Dove », une publication de l'Union des femmes birmanes.

Syndicat des employées et employés d'hôpitaux (SEH), Colombie-Britannique

Le SEH appuie toujours les travailleuses des maquilas au Honduras, ainsi que le réseau des organisations de travailleuses des maquilas dans toute l'Amérique centrale. Le confrère Mariano José Guerra, de la Colombie, a assisté à la dernière réunion du Comité pour la justice mondiale.

Alberta

Les membres du SCFP en Alberta continuent à appuyer les travailleurs étrangers temporaires dans la province. Ils se sont dotés d'un comité justice mondiale, ont distribué de l'information et amassé près de 2 000 \$ pour le Fonds justice mondiale au congrès de la division de l'Alberta en mars 2010.



Les militants célèbrent Nelson Mandela, Winnipeg.

Saskatchewan

En août 2009, le National Organization of Trade Union (NOTU), Ouganda a tenu sa première réunion de planification stratégique avec l'aide de la section locale 859 du SCFP et du Fonds justice mondiale. Le but de la réunion était de commencer à édifier une structure syndicale nationale en Ouganda et d'accorder soutien et encouragement aux affiliés.

Manitoba

Le 12 février 2010, les comités justice mondiale et des droits de la personne du SCFP-Manitoba ont organisé une activité pour commémorer le 20^e anniversaire de la libération de Nelson Mandela. Le 11 février 1990, Nelson Mandela quittait la prison après y avoir passé 27 ans de sa vie. Sa libération a marqué un immense point tournant dans la lutte anti-apartheid qui

a mené aux premières élections vraiment démocratiques en Afrique du Sud.

Plusieurs membres du SCFP qui avaient participé à la lutte anti-apartheid à Winnipeg ont assisté à l'activité, tout comme les membres de différents syndicats qui se sont dotés de programmes de solidarité internationale. La soirée, organisée conjointement avec l'Alliance pour la paix de Winnipeg, était animée par Zully Tujillo, membre de la section locale 2153 du SCFP.

Ontario

ACTIVITÉ DE FINANCEMENT POUR HAÏTI

Cette activité a été organisée par le Comité action Haïti de Toronto, le comité pour la justice raciale du SCFP-Ontario, le comité de solidarité internationale du SCFP-Ontario et le Forum de Toronto sur Cuba. Elle était aussi appuyée par le Réseau de solidarité latino-

américain et par la section locale 2191 du SCFP. Tout l'argent recueilli ira à un organisme appelé Partners in Health (PIH).

Partners in Health (PIH) est une organisation de promotion de la santé qui œuvre depuis plus de 20 ans dans le Plateau central d'Haïti. Avant le tremblement de terre, elle offrait ses services à une population de un million de personnes, notamment en formant des médecins et autres professionnels de la santé haïtiens. Depuis le séisme, PIH mobilise des secours d'urgence destinés aux régions touchées partout au pays. PIH travaille comme une organisation non gouvernementale (ONG), avec des Haïtiens qui dirigent les activités sur le terrain (touchant des salaires équitables), fonctionne en collaboration avec le ministère de la Santé et est déterminée à renforcer les soins de santé publics en Haïti.

Le comité justice mondiale du SCFP-Ontario a aussi sensibilisé les membres aux conséquences négatives de l'extraction minière et organisé un forum sur l'accord de libre-échange avec la Colombie en avril 2010. Ses membres ont organisé des activités en vue des rencontres du G8 à Toronto en juin.

Québec

Le comité justice mondiale est maintenant fonctionnel et a tenu sa première réunion en février 2010. Ginette Paul a représenté le SCFP-Québec à titre de membre de la délégation de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ) qui a rencontré des syndicats haïtiens et Oxfam-Québec pour discuter de l'appui nécessaire pour reconstruire le pays. La section locale des débardeurs du

SCFP-Québec a recueilli des vêtements chauds et autres nécessités de la vie pour les marins arrivant à Montréal et dont les conditions de travail pour des lignes maritimes internationales étaient déplorables.

Nouveau-Brunswick

Au congrès de la division, en avril, le SCFP-Nouveau-Brunswick a élu son premier comité justice mondiale. Le confrère Serge Landry, de la section locale 2079 du SCFP, a présenté aux délégués un compte-rendu de la tournée des Philippines à laquelle il a participé et il a invité les membres présents à adhérer au Fonds justice mondiale.

Des militantes de la section locale 1252 du SCFP se sont rendues au Burkina Faso, en Afrique de l'ouest, dans le cadre d'une délégation appuyée par le Conseil des syndicats d'hôpitaux du Nouveau-Brunswick. Elles ont travaillé deux semaines, en novembre 2009, dans une clinique médicale et dans un orphelinat du Burkina Faso. Les huit membres de la délégation, dont trois IAA, ont recueilli des fonds pour leur voyage et pour des fournitures médicales. Là-bas, elles travaillaient avec une organisation non gouvernementale appelée Careforce International. Elles passaient les avant-midi à travailler dans la clinique, prodiguant l'éventail complet des services médicaux pour un tarif nominal. Les consœurs du SCFP ont pu mettre à profit leur savoir-faire dans des conditions médicales très différentes et ont posé des diagnostics, traité des patients et prescrit des médicaments. Les après-midi étaient consacrés à l'orphelinat Village de l'espoir, où elles s'occupaient de plus de 400 enfants.



Burkina Faso

Île-du-Prince-Édouard

Le comité justice mondiale s'est joint à des ONG et à des organisations de femmes pour célébrer la Journée internationale des femmes à Wolfville, en Nouvelle-Écosse, et à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard. Ruth Mathiang, auteure-interprète et militante, a chanté et raconté la vie des femmes en Afrique. Ruth est originaire du Soudan et est venue à l'Île-du-Prince-Édouard en 2001 pour étudier à l'université. Aujourd'hui, elle est l'une des étoiles montantes de la musique africaine au Canada.

Au congrès de division de l'Î.-P.-É. de 2009 les délégués ont tenu un petit déjeuner de travail du comité justice mondiale pour discuter d'enjeux internationaux avec le président national du SCFP, Paul Moist.

Nouvelle-Écosse

Le SCFP-Nouvelle-Écosse et ses sections locales ont très généreusement appuyé le membre du comité justice mondiale du Nouveau-Brunswick, Serge Landry, dans sa tournée aux Philippines. Les militants du SCFP de la Nouvelle-Écosse ont joué un rôle particulièrement actif dans la dénonciation de l'accord de libre-échange avec la Colombie, en plus de participer au travail de lobbying en cours pour convaincre le critique libéral en matière de commerce Scott Brison de modifier son point de vue.

Terre-Neuve-et-Labrador

Les membres du SCFP continuent à participer à des activités conjointes avec Oxfam Canada pour promouvoir les services publics, en particulier l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement.



Comité national justice mondiale

CONSOLIDER LE FONDS

Chaque jour, des membres du SCFP contribuent à faire avancer les choses en participant à la campagne du syndicat en faveur de la justice dans le monde. Nous insistons particulièrement sur les échanges de solidarité entre travailleurs et sur l'appui aux services publics et aux droits de la personne et des travailleurs. Il faut du temps pour changer les choses et nos consœurs et confrères, que ce soit ici au pays ou ailleurs dans le monde, s'engagent à long terme. Le SCFP en fait beaucoup avec peu, notamment en collaborant avec d'autres, en faisant des choix stratégiques et en incitant les membres à participer directement.

Nous avons besoin de ressources pour poursuivre notre travail efficacement. C'est pourquoi nous demandons à chaque section locale de songer à faire une contribution au Fonds justice mondiale. Si chaque section locale versait une modeste contribution de 15 \$ par mois, nous pourrions bâtir un fonds plus solide pour faire face à l'avenir.

Veuillez demander à votre section locale de penser à faire une telle contribution. Pour en savoir plus sur l'adhésion au Fonds justice mondiale, ou pour faire un don, n'hésitez pas à communiquer avec l'agente de la solidarité internationale du SCFP, Rhonda Spence, à rspence@cupe.ca.

NOS MEMBRES CHANGENT LE MONDE

Donateurs au Fonds justice mondiale – d’avril 2009 à aujourd’hui

Membres individuels du SCFP

Membres du personnel du SCFP

SCFP-Manitoba

SCFP-Alberta

Section locale 116, Employés de l’Université de la C.-B., Vancouver, C.-B.

Section locale 830, Commission de l’eau de Charlottetown, Î.-P.-É.

Section locale 859, Cols bleus de la Ville de Saskatoon, Sask.

Section locale 974, Clinique communautaire de Saskatoon, Sask.

Section locale 1063, Employés de la Commission des accidents du travail du Man., Winnipeg, Man.

Section locale 1174, Personnel des services de la police et des incendies, Cols bleus de Summerside et Kensington, Î.-P.-É.

Section locale 1779, Employés de la Régie de la santé East Prince, Summerside, Î.-P.-É.

Section locale 1860, Employés de la Société d’habitation de Terre-Neuve-et-Labrador, Happy Valley-Goose Bay, T.-N.-L.

Section locale 1870, Employés de l’Université de l’Î.-P.-É., Charlottetown, Î.-P.-É.

Section locale 1876, Foyer communautaire de Northside, North Sydney, N.-É.

Section locale 2145-01, Employés du district scolaire n° 54 Bulkley Valley, Smithers, C.-B.

Section locale 2305, Association du logement communautaire Metro, Halifax, N.-É.

Section locale 2440, CUSO-VSO Canada, Ottawa, Ont.

Section locale 2545, Employés du conseil scolaire public de Fort McMurray, Alta.

Section locale 2722, Oxfam Canada, Ottawa, Ont.

Section locale 3008, Association Resi-Care de Cape Breton, Sydney, N.-É.

Section locale 3008-01, Thérapeutes de la maison de transition de Cape Breton, Sydney, N.-É.

Section locale 3012, Conseil de coopération internationale de Sask., Regina, Sask.

Section locale 3067, Employés du foyer New Dawn, Sydney, N.-É.

Section locale 3173, Services d’information Find Help, Toronto, Ont.

Section locale 3479, Employés du Collège North Island, Courtney, C.-B.

Section locale 4326, Maison de transition du comité de Cumberland, Amherst, N.-É.

Section locale 4600, Travailleurs de l’éducation à temps partiel de l’Université Carleton, Ottawa, Ont.

Section locale 5111, Régie régionale de la santé de Prairie North, North Battleford, Sask.

Section locale 8443, Employés du Conseil de l’éducation du district scolaire n° 13 de Saskatoon, Sask.

Membres du Comité justice mondiale et substituts – 2010

William Sheppard, T.-N.-L. (section locale 569)

Jonathan Fourdraine, N.-É. (section locale 1933)

Maciej (Matthew) Zawadzki, Î.-P.-É. (section locale 1870)

Serge Landry, Nouveau-Brunswick (section locale 2079)

Ginette Paul, Qué. (section locale 2000)

Edgar S. Godoy, Ont. (section locale 2191)

Ilian Burbano (substitut), Ont. (section locale 3393)

Marian White (coprésidente), Î.-P.-É. (CUSO-VSO) (section locale 2440)

Rosa Candia, (substitut), Ottawa (CUSO-VSO) (section locale 2440)

Miriam Cristina Palacios, (Oxfam) (section locale 2722)

Bill Hynd, (substitut) Oxfam (section locale 2722)

Barbara Wood, (CoDev) (section locale 1004)

Sue Roth, Man. (section locale 1063)

Vickie Angell-Scheler, Sask. (section locale 5111)

Mike McCann, Alta. (section locale 30)

Ernie Jacobson, (substitut) Alta. (section locale 3911)

Doug Sprenger (coprésident), C.-B. (section locale 951)

Alexandra Youngberg, (substitut) C.-B. (section locale 391)

Carol Bunch, Syndicat des employés d’hôpitaux
Jacqueline Zilkie, (substitut) Syndicat des employés d’hôpitaux

Karène Benabou, Qué., Division du transport aérien (section locale 4041)

Mark Hancock, liaison avec le Conseil exécutif national

Rhonda Spence, personne-ressources

